

Le Canada a cherché à « normaliser » ses relations économiques avec les pays du COMECON en leur appliquant les mêmes règles qu'à ses autres partenaires commerciaux. Ces relations n'ont donc pas eu à souffrir de la kyrielle de restrictions et de règlements que Washington a édictée dans ses relations économiques avec l'Est.

On peut noter ici un certain paradoxe dans la politique canadienne. Parce que le commerce avec l'Europe de l'Est est négligeable, l'utiliser comme arme en politique étrangère est d'un coût minime du point de vue économique. Cependant, le commerce étant l'essence même des relations bilatérales avec l'Europe de l'Est, Ottawa s'est efforcé de ne pas mêler affaires et politique.

Enfin, il y a depuis longtemps une certaine ambivalence dans les politiques fédérales en matière de promotion des exportations à destination de l'Est. D'une part, cette ambivalence est fonction de l'importance constante du commerce céréalier pour les agriculteurs et de la balance des paiements. D'autre part, le gouvernement a cherché à diversifier la composition des exportations par le biais de différents programmes publics. Il s'agit, entre autres, d'aide sous forme de crédits à l'exportation visant à favoriser la vente de produits finis, notamment de machines et de biens d'équipement. (Les plus grands succès ont été remportés dans le domaine de l'équipement et des techniques destinés au secteur de l'énergie — pétrole, gaz, énergie nucléaire — et au secteur forestier.) Conscient des difficultés qu'il y a à accroître les exportations de produits manufacturés tout en maintenant les exportations céréalières (il suffit de voir les énormes excédents commerciaux qui en sont résultés), le gouvernement a cherché à négocier les exportations de céréales séparément des exportations des autres secteurs.

Au début des années 1980, on a cessé de vouloir séparer les relations économiques de la politique. En réaction à l'intervention soviétique en Afghanistan, le gouvernement canadien, à l'instar d'autres nations occidentales, a demandé que diverses sanctions soient prises à l'encontre de l'URSS. Parmi les mesures annoncées par le premier ministre, M. Joe Clark, en janvier 1980, figuraient un embargo partiel sur les céréales, un contrôle strict des exportations, la suspension de la totalité des visites et programmes officiels et la décision de ne pas renouveler la marge de crédit accordée à Moscou par Ottawa. Ces sanctions ont été peu à peu levées et les relations officielles ont repris progressivement après la mort de Leonid Brejnev, en novembre 1982. Néanmoins, Ottawa n'a guère montré d'empressement à revenir aux politiques commerciales dynamiques Est-Ouest des années 1970, sauf pour les céréales. Après que l'embargo céréalier a été levé, un nouvel accord à long terme a été signé et les exportations

ont repris de plus belle. À l'époque, toutefois, d'autres facteurs étaient devenus prioritaires dans la politique commerciale canadienne. Ottawa s'appliquait, d'une part, à faire respecter les sanctions imposées contre l'Afrique du Sud et, d'autre part, à développer de nouvelles relations économiques, notamment avec les États-Unis, mais aussi avec la région du Pacifique, en plein essor, et avec le Marché commun européen, en expansion rapide.

Par ses sanctions de 1980, le gouvernement a donné le ton de ce que serait la politique commerciale Est-Ouest du Canada pendant la première moitié de la décennie. Le retour des conservateurs au pouvoir, en septembre 1984, a été suivi, six mois plus tard, par la nomination de Mikhaïl Gorbatchev à la tête du Parti communiste soviétique. Paradoxalement, c'est donc à un gouvernement conservateur qu'il est revenu d'adapter la politique canadienne à la « révolution » grandissante qui, à l'Est, a dominé la scène internationale pendant la seconde moitié des années 1980.

LA POLITIQUE CANADIENNE DANS LA NOUVELLE CONJONCTURE EST-OUEST

Dans la nouvelle ère des relations Est-Ouest inaugurée par les réformes de Mikhaïl Gorbatchev, la politique canadienne a été davantage réactive que novatrice. Bien que les relations aient été pratiquement toutes rétablies à la fin de 1988, on n'a vu aucune initiative politique nouvelle dans les rapports de notre pays avec l'Union soviétique et l'Europe de l'Est. Dans ses quelques déclarations prudentes relatives aux événements qui se déroulaient dans les pays de l'Est, Ottawa prônait une attitude attentiste et insistait sur la nécessité d'adopter au sein de l'OTAN une position concertée. Le Livre blanc de la défense publié par le gouvernement et l'expulsion de diplomates soviétiques en 1988, à grand renfort de publicité, prouvaient plus encore la persistance d'un esprit de Guerre froide dans les milieux gouvernementaux d'Ottawa. Les réformes prenant de l'ampleur à l'Est, la population canadienne a de plus en plus fait pression sur le gouvernement Mulroney pour qu'il adopte des mesures plus positives. Le contraste entre un gouvernement passif et un monde des affaires dorénavant actif était d'autant plus bizarre que c'est dans le milieu des affaires que ce gouvernement cherchait ses principaux appuis politiques.

Dans les années 1980, on a assisté, dans les relations économiques du Canada avec l'Europe de l'Est, à la montée d'un nouveau phénomène qui a eu des effets croissants sur la politique du pays, à savoir : la création de chambres de commerce et de l'industrie, instruments servant à la fois à influencer sur la politique et à la faire appliquer. Jusque-là, les entreprises ne s'étaient pas organisées pour se faire les avocats d'une expansion des